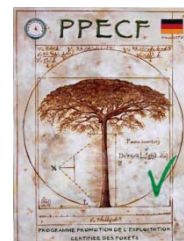




## FICHE D'INTERVENTION PPECF



N° Contrat	Titre et lieu de l'intervention			Pays			
C040	Appui au projet « Diagnostic et renforcement du modèle de gestion des projets de développement communautaires de la SFID-DJOUM »			Cameroun			
Thématique <sup>1</sup>							
1	Systèmes de certification	7	EFIR	13	Gestion et protection de la faune	19	Traçabilité
2	Réseaux professionnels	8	Social interne	14	HVC	20	Etude / Diagnostic / Plan d'action
3	Conditions cadres gestion durable	9	Populations riveraines	15	Management	21	Marketing
4	Partenariat au niveau paysage	10	Populations autochtones	16	Suivi-évaluation	22	Communication / sensibilisation
5	Légal et réglementaire	11	Développement local	17	Hygiène, Sécurité, Santé	23	Monitoring PPECF
6	Technique aménagement	12	Environnemental	18	Formation/coaching	24	Facilitation et avis externes

Bénéficiaire(s)	Type	Prestataire(s)	Mode d'attribution
<a href="#">SFID Mbang (Groupe Rougier)</a>	Concessionnaire	<a href="#">TEREA</a>	Gré à Gré

Montant total de l'intervention (Euro)	Financement PPECF (Euro)	Cofinancement bénéficiaire(s)	Signature (date)	Durée prévue	Durée effective
31.700	22.450	29 % de l'intervention 0 % des honoraires	05.02.2014	2 mois	2 mois

**Commentaires**  
 L'appui du PPECF prend en charge les d'honoraires (30j x 650 €/j = 19.500 €) et les frais de transport (billets d'avion internationaux et nationaux, visa, frais d'approche soit au total 2.950 €) du consultant (*Marie-Luce Bia Zafinikamia*), soit 71% du budget total.  
 La SFID se charge du transport local, frais d'hébergement, per diem et frais de réunion, soit 9.250 €.

Principes et critères du référentiel FSC ou OLB/VLC ciblés
<p><b>C4.3 :</b> L'Organisation doit offrir des opportunités raisonnables, en termes d'emploi, de formation et d'autres services, aux communautés, aux sous-traitants et aux fournisseurs locaux, proportionnellement à l'échelle et à l'intensité de ses activités de gestion.</p> <p><b>C4.4 :</b> L'Organisation doit mettre en œuvre, par le biais d'une concertation avec les communautés locales, d'autres activités contribuant à leur développement social et économique, proportionnellement à l'échelle, à l'intensité et aux impacts socioéconomiques de ses activités de gestion.</p>
Mots clés
Développement communautaire, Développement local, Social externe, microprojets, Redevance Forestière Annuelle, Etude socio-économique, certification, SFID, Cameroun
Résumé de l'intervention
Les dispositions légales et FSC® de gestion forestière offrent un grand potentiel de développement local, souvent très mal valorisé. En effet, les communautés riveraines bénéficient d'un accès à des fonds (% de la RFA, contribution des concessionnaires) qui pourraient être l'élément catalyseur d'investissements liés à des microprojets générateurs de revenus et contributifs au développement local. LA SFID Djoum pour inscrire ses activités dans le cadre d'une gestion forestière durable et socialement responsable a mis en place une politique de gestion sociale externe dans le but de promouvoir le développement communautaire. Elle accompagne ainsi la mise en œuvre de projets et d'actions au niveau

1

Thématique principale	Thématique secondaire	Thématique tertiaire
-----------------------	-----------------------	----------------------

local au profit des populations riveraines, notamment par l'octroi de financements mais aussi par la mise à disposition d'appuis techniques, logistiques et humains aux projets jugés réalisables et profitables aux communautés riveraines de l'UFA. Cependant, malgré les efforts et les moyens mis en œuvre les résultats sont restés jusque-là insuffisants au regard de l'investissement engagé. C'est en vue de pallier cette situation qu'une mission TERE A a été mobilisée avec l'appui du PPECF.

Cette mission, qui s'est tenue au mois de Février 2014 a permis de faire un diagnostic du modèle de gestion des projets de développement de la SFID, notamment en termes de moyens de financements et de leur utilisation, de Procédure de sélection, d'exécution et de suivi des projets. L'intervention a surtout permis d'identifier les potentialités et les faiblesses du modèle actuel :

- l'absence ou l'insuffisance de résultats (mesurables) en matière d'appui au développement local et d'amélioration du bien-être des communautés riveraines ;
- un processus de décision qui n'a pas de fondement légal ;
- un dispositif non adapté au respect de la spécificité des populations autochtones (sans articulation avec le CLIP).

A l'issue du diagnostic, un nouveau modèle de développement communautaire et notamment de gestion des projets, plus exigeant que le précédent, a été proposé. Ce dernier inclus de nouvelles procédures de sélection, d'exécution et de suivi desdits projets. Globalement, le contexte social de la SFID Djoum, dans son ensemble, est jugé favorable pour la mise en place d'un système d'aide au développement communautaire dynamique et performant.

#### **Commentaires**

Etude restreinte à une seule entreprise, la SFID Djoum, besoin d'harmoniser l'approche sur les trois sites de la SFID.

#### **Principaux produits livrés, résultats enregistrés et impacts observés depuis l'intervention**

- un rapport de prestation « Diagnostic et renforcement du modèle de gestion des projets de développement communautaires de la SFID à Djoum » comprenant une note d'évaluation des méthodes et des procédures de gestion sociale de SFID-DJOUM et une version publique du rapport de prestation ;
- un document a été produit pour les modalités d'accompagnement des communautés qui gèreraient les pépinières villageoises ;
- établissement des bases d'un contrat social avec les communautés locales, c'est-à-dire un accord formel passé entre les habitants du village et la SFID concernant la gestion des projets de développement communautaire.

#### **Utilité des résultats de l'intervention pour le bénéficiaire**

- les personnes jusqu'à présent en charge des projets de développement n'étaient pas dans une démarche de type entrepreneuriale, ce qui n'est pas favorable à une appropriation des projets de développement par les populations : certains projets (élevage, agriculture) souffrent aussi du manque d'expérience et d'expertise des personnes en charge du projet ;
- ce nouveau modèle proposé à la SFID, plus exigeant que le précédent, impliquera d'allouer plus de moyens au fonctionnement de l'équipe sociale qui devra s'approprier les nouveaux outils de travail et les nouvelles procédures : l'implication de l'équipe sociale de la SFID et la qualité des relations qu'elle est parvenu à établir avec les populations, les chefs de villages et autres parties prenantes sont de nature à faciliter la mise en œuvre du nouveau modèle proposé ;
- la SFID grâce à cette mission de TERE A a pu améliorer ses performances en matière de gestion sociale externe et dispose d'orientations concrètes lui permettant de porter les projets communautaires vers une meilleure effectivité ;
- la SFID a également pu revoir toute sa procédure de gestion/suivi de projet de développement local.

#### **Utilité des résultats de l'intervention pour une autre structure / un autre concessionnaire**

- le diagnostic que pose le prestataire à la SFID Djoum pourrait être utile à d'autres concessionnaires pour une auto évaluation de leur système d'appui au développement communautaire. Ceci leur permettra certainement de corriger des situations analogues dans leur modèle de gestion de projets de développement.

#### **Utilité des résultats de l'intervention pour les partenaires techniques et financiers**

- le réseau d'ONG, qui pour certaines sont déjà des partenaires de la SFID, offre un potentiel de partenariat très porteur pour les actions présentes et futures de la SFID en matière de développement communautaire.

#### **Leçons apprises / conseils / sujets à approfondir en phase II**

- afin d'accompagner l'équipe sociale, une deuxième phase d'assistance technique est envisageable pour renforcer les capacités de la cellule sociale, concevoir de façon plus précise les outils (sélection des projets, suivi) et appuyer spécifiquement la mise en œuvre de la composante Baka ;
- la stratégie de contribution volontaire de la SFID ne peut reposer sur le seul outil du microcrédit sans des risques très importants (aucun exemple où cela fonctionne dans le cadre du social externe ; ne peut que contribuer à la croissance de projets déjà existants mais il n'existe pas d'exemples où cela contribue à l'émergence de nouveaux projets de développement local ; coûts de gestion des microcrédit trop élevés comparés au montant qu'un concessionnaire est prêt à investir volontairement dans le développement local ; les bénéficiaires de la contribution volontaire de la SFID considèrent ces fonds comme un don, le transfert de ce montant à un institut de microcrédit implique que cette population doit désormais payer pour utiliser ces fonds) ;
- renforcer la communication sur la gestion durable et l'implication des populations riveraines est une activité à maintenir en Phase II ;
- il est impératif d'évaluer le fonctionnement de la nouvelle approche développée en début de seconde phase pour

vérifier son efficacité après 2 années de fonctionnement. Le fait que les projets sont « communautaires » au lieu de privés, que le comité de décision est partiellement composé des mêmes personnes que pour les projets communautaires financés par les 10% de la RFA et le fait que les fonds transitent toujours par le percepteur communal (identifié comme problème lors du diagnostic) laisse présager de sérieux problèmes.

Documentation disponible sur le site web [www.ppecf-comifac.com](http://www.ppecf-comifac.com)



[TdR C040](#)



[Rapport de mission « Diagnostic et renforcement du modèle de gestion des projets de développement communautaires de la SFID à Djoum \(Cameroun\) »](#)

Autres documents en relation avec cette étude sur le site web [www.ppecf-comifac.com](http://www.ppecf-comifac.com)



[Rapport Étude socio-économique de la base vie SFID Mbang \(C001\)](#)



[Sécurité alimentaire des bases-vie : étude de cas CIB & ROUGIER Mokabi \(C038\)](#)



[Réhabilitation du parc de logement des salariés de Mbang - Base vie SFID Cameroun \(C039\)](#)



[Lutte contre le VIH-Sida dans les entreprises forestières \(C041\)](#)